



Microfinance informelle et résilience des ménages agricoles : étude des dynamiques des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) du projet PSAK à Kwenge en RDC

¹NZAMA BANGUKA André, ²NTIL IBAMUR Archange, ³SANGUPAMBA MASONG Béatrice, ⁴MUTSWAKA Priscille ⁵ISANGU MWANA-MFUMU Augustin

¹Université de Kikwit, Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement, B.P.76 Kikwit, K wilu, RD. Congo

²Université de Kikwit, Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement, B.P.76 Kikwit, K wilu, RD. Congo

³Université de Kikwit, Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement, B.P.76 Kikwit, K wilu, RD. Congo

⁴Université de Kikwit, Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement, B.P.76 Kikwit, K wilu, RD. Congo

⁵Université Pédagogique Nationale, Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement, B.P.8815, Kinshasa, RD. Congo

Résumé : Cette étude examine l'apport de la microfinance informelle à travers les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) dans le renforcement de la résilience socioéconomique des ménages agricoles bénéficiaires du Projet de Sécurité Alimentaire du diocèse de Kikwit (PSAK) dans le secteur Kwenge, en RDC. En mobilisant une approche mixte basée sur 162 enquêtes et des entretiens semi-directifs, les résultats révèlent que 96,2 % des membres ont observé une hausse de leur épargne entre deux cycles successifs. Les crédits sont principalement investis dans la scolarisation (29,1 %) et les activités agricoles/AGR (près de 40 %). L'analyse factorielle de correspondance montre que le niveau d'instruction influence significativement les priorités d'investissement : les ménages plus instruits orientent leurs crédits vers des secteurs productifs et durables. L'étude conclut que les AVEC constituent un levier de résilience et d'autonomisation économique durable en milieu rural.

Mots-clés : Microfinance informelle, résilience, AVEC, ménages agricoles, PSAK, Kwenge, RDC.

Abstract: This study examines the contribution of informal microfinance through Village Savings and Loan Associations (VSLAs) to strengthening the socioeconomic resilience of farming households benefiting from the Food Security Project of the Diocese of Kikwit (PSAK) in the Kwenge sector, DRC. Using a mixed-methods approach based on 162 surveys and semi-structured interviews, the findings reveal that 96.2% of members reported an increase in their savings between two successive cycles. Loans are mainly invested in education (29.1%) and agricultural or income-generating activities (approximately 39% of observations). The correspondence factor analysis shows that the level of education significantly influences investment priorities: more educated households tend to direct their loans toward productive and sustainable sectors. The study concludes that VSLAs serve as a key driver of resilience and sustainable economic empowerment in rural areas.

Keywords: Informal microfinance, resilience, VSLA, farming households, PSAK, Kwenge, DRC.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.1764139>

1 INTRODUCTION

Dans de nombreux pays en développement, les réformes du secteur financier n'ont pas permis l'émergence de marchés ruraux inclusifs, capables de répondre efficacement aux besoins spécifiques des exploitations agricoles familiales (Daoudi & Wampfler, 2010). En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, le taux de bancarisation de l'agriculture demeure inférieur à 6 % (Morvant-Roux, 2008). De surcroît, entre 50 et 80 % des populations rurales rencontrent encore des difficultés d'accès à des services financiers adaptés (Banque mondiale, 2007).

Depuis une vingtaine d'années, la microfinance a démontré que les populations à faibles revenus pouvaient aussi accéder au crédit. Toutefois, la complexification croissante de ce système, combinée à des coûts élevés, rend les services de microfinance peu accessibles pour les communautés les plus pauvres des zones rurales africaines. Les infrastructures déficientes, l'isolement géographique, la faible densité démographique, ainsi que le coût du personnel qualifié contribuent à ce phénomène. Par ailleurs, les institutions de microfinance (IMF) imposent souvent des conditions de crédit rigides et proposent des montants de prêts qui ne répondent pas aux besoins réels des bénéficiaires potentiels. Très peu d'IMF offrent des produits d'épargne, alors que ceux-ci sont parmi les plus demandés dans les zones rurales (Zeller & Sharma, 1998 ; Lelart, 2002 ; Nchito, 2006 ; Beyene, 2012).

Face à ces limites, de nouvelles approches communautaires décentralisées, comme les groupes d'épargne autogérés (Savings Groups), ont émergé. Ces structures s'appuient sur la mise en commun des ressources locales pour offrir des services d'épargne, de crédit, voire d'assurance à faible coût (Allen & Panetta, 2010). Elles se révèlent particulièrement pertinentes dans les milieux ruraux marginalisés, où les institutions financières classiques sont absentes ou inadaptées.

Dans cette dynamique, les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) ont vu le jour comme une alternative adaptée aux populations ayant des revenus irréguliers. Historiquement ces associations ont été initiées par CARE International en 1991 à Maradi (Niger) sous le nom de Mata Masu Dubara (Bavois, 2019). Conçues pour des femmes rurales analphabètes, ces groupes autogérés permettent à leurs membres de mobiliser une épargne locale, d'accéder à des crédits à court terme mais souples et de couvrir divers besoins qu'il s'agisse de répondre à des urgences familiales, de financer des activités génératrices de revenus (AGR) ou d'investir dans les activités agricoles (Beyene, 2012).

A ces jours, les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) représentent une forme de microfinance informelle largement répandue dans les zones rurales d'Afrique, y compris en République Démocratique du Congo Où plus de 3 millions de personnes à travers l'Afrique ont été formées à cette approche (Lévêque, 2016). Ces structures permettent aux ménages agricoles d'accéder à des ressources financières limitées ou inexistantes dans le secteur bancaire formel, favorisant ainsi la sécurité alimentaire, l'investissement agricole et la résilience économique (Ledgerwood, 2013).

Le secteur Kwenge, dans la province du Kwilu (RD Congo), est confronté à ces mêmes enjeux. Les producteurs ruraux y restent largement exclus du système financier formel, malgré leur rôle crucial dans l'approvisionnement des centres urbains comme Kikwit et Kinshasa. Dans cette perspective, plusieurs initiatives communautaires ont vu le jour, portées notamment par le Bureau Diocésain de Développement (BDD), structure de la Caritas Développement Kikwit (CDKI). Parmi celles-ci, le Projet de Sécurité Alimentaire dans le diocèse de Kikwit (PSAK), avec l'appui de Caritas Haute-Autriche, a mis en place des groupes d'AVEC dans le secteur de Kwenge (RDC).

Ces associations, constituées de groupes restreints de 15 à 25 membres, majoritairement des femmes, sont totalement indépendantes des institutions financières formelles, tant sur le plan financier que structurel (Lévêque, 2016). Elles s'autoorganisent autour de cycles d'épargne et de crédit, où les capitaux mobilisés

proviennent uniquement des cotisations des membres. Les prêts accordés sont remboursés avec intérêts, générant des bénéfices redistribués annuellement.

Les AVEC soutenues par la Caritas Développement Kikwit dans le cadre du PSAK bénéficient également d'un accompagnement technique par des animateurs du BDD, en matière de gestion, de gouvernance et d'éducation financière. Ces dispositifs visent à renforcer l'autonomie économique des ménages agricoles et à améliorer leur résilience face aux chocs économiques et sociaux (Faisant de Champchesnel, 2016).

Partant de ce contexte, notre recherche s'articule autour des préoccupations suivantes :

- ✓ Quel est le profil socio-économique des membres des AVEC mises en place par la Caritas Développement Kikwit ?
- ✓ Quel lien existe entre les crédits octroyés et les activités agricoles des membres ?
- ✓ En quoi ces AVEC contribuent-elles à l'amélioration des conditions de vie sociales et économiques des ménages bénéficiaires ?

Ce questionnement nous permet d'émettre les hypothèses de travail suivantes :

- ✓ Les AVEC du PSAK seraient principalement constituées de membres partageant un même milieu de vie, une condition socioéconomique similaire et pour qui l'agriculture constitue la principale source de revenu.
- ✓ Les crédits octroyés seraient essentiellement utilisés pour financer les activités agricoles en plus des activités non agricoles mais génératrices de revenu (AGR).
- ✓ La participation aux AVEC aurait permis à certains ménages de répondre efficacement à des besoins essentiels et, pour d'autres, de stabiliser ou de lancer des AGR.

L'objectif général poursuivi par cette recherche est de comprendre comment les mécanismes financiers informels, en particulier les AVEC, influencent la résilience et les conditions de vie des ménages agricoles en milieu rural.

Spécifiquement, il s'agit de :

- ✓ Évaluer l'effet de l'accès à la microfinance informelle sur le bien-être économique et social des ménages agricoles, notamment en termes de revenus, de sécurité alimentaire et d'habitat.
- ✓ Identifier les changements concrets dans la gestion des ressources agricoles et des dépenses familiales induits par la participation aux AVEC.
- ✓ Examiner la corrélation entre l'appartenance à une AVEC et l'amélioration des conditions socioéconomiques des membres.

2 Matériels et méthodes

2.1 Milieu d'étude

Le secteur Kwenge a été créé par l'arrêté n°05/10/937 du 25 décembre 1937, avec approbation du commissaire de district du Kwilu à l'époque. Il constitue aujourd'hui une entité territoriale décentralisée du territoire de Bulungu dans la province du K wilu en République Démocratique du Congo (Rapport BDD/CDKI, 2019). Il comprend 10 groupements et 156 villages répartis en six ethnies principales : Bangongo, Bahungana, Pindi, Basamba, Bambala et Basuku. La superficie totale est de 1 585 km². Il est

limité à l'Est par la rivière Kwenge qui le sépare du secteur Kipuka, à l'Ouest par la rivière Gobari, le bordant au secteur de Mosango, au Nord par la rivière Bumba et au Sud, par la rivière Lungani qui constitue sa frontière naturelle avec le secteur de Pay kongila. Il se situe à 4,95854° d'altitude Sud et 18,5776° de longitude Est, à une distance de 500 km de Kinshasa et 20 km de Kikwit.

Le climat est de type tropical humide, avec une pluviométrie annuelle de 1 000 à 1 500 mm et une température moyenne de 24°C. La saison de pluie dure 8 à 9 mois, suivie d'une courte saison sèche de 3 à 4 mois.

Le sol est sablo-argileux et la végétation secondaire comprend des savanes herbeuses et des espèces cultivées ou spontanées, telles que *Panicum maximum*, *Pieraria javanica* et *Imperata cylindrica*. Les formations aquatiques comprennent *Limnophila solvinietum* et *Myrophellulae* (Rapport BDD/CDKI, 2019).

La Figure 1 ci-dessous présente la carte du secteur Kwenge dans la province de Kwilu en République Démocratique du Congo où les données ont été collectées.

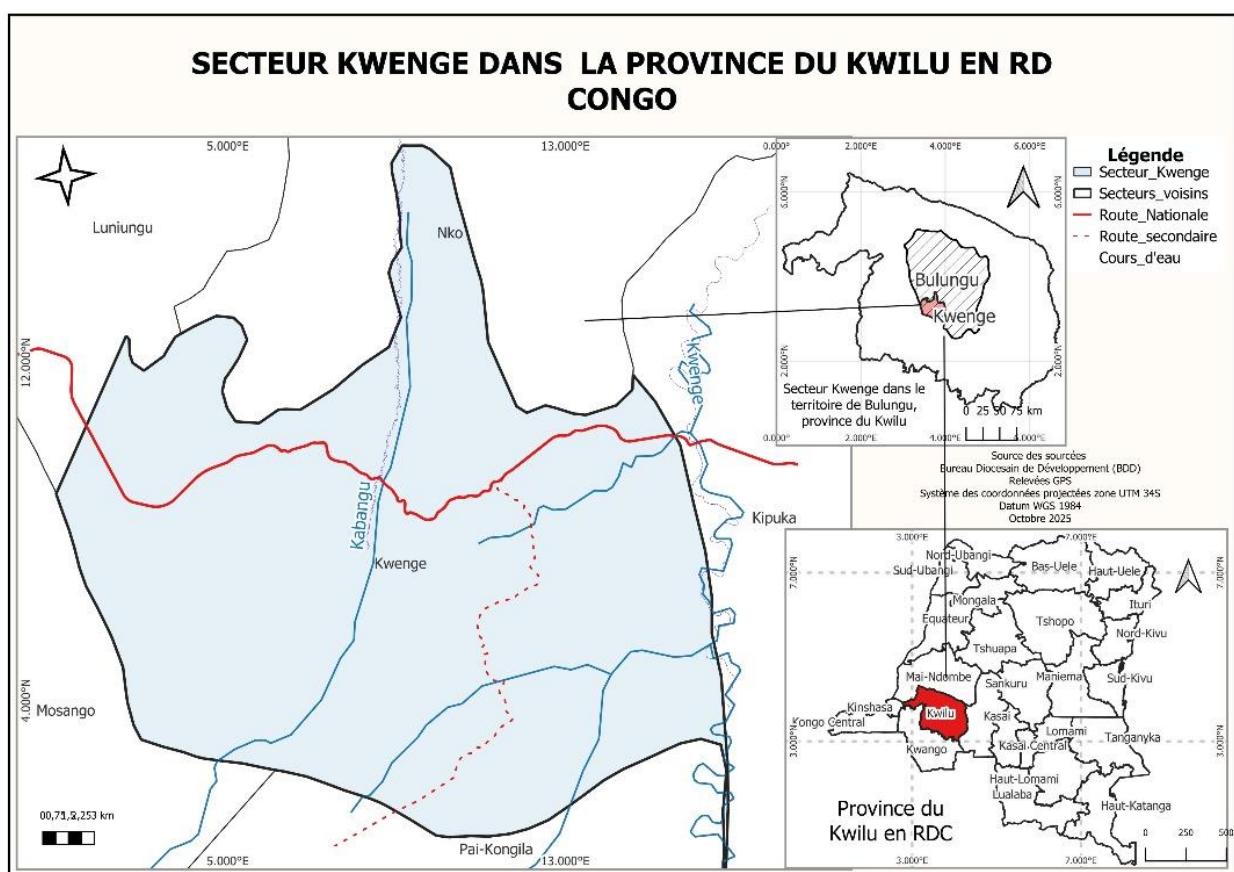


Figure 1. Carte géographique du secteur Kwenge dans le territoire de Bulungu

2.2 Méthodes

L'étude repose sur une démarche empirique combinant méthodes qualitatives et quantitatives, conformément à la triangulation méthodologique (Creswell, 2014). Elle combine enquête de terrain, observation directe et analyse documentaire.

2.2.1 Population, Echantillon et Échantillonnage

Dans le cadre de cette étude, une enquête a été réalisée du 25 Mars au 16 Juin 2025. La base de sondage (population) est constituée de l'ensemble des ménages agricoles membres des AVEC (16) du projet PSAK dans 16 villages de secteur de Kwenge, soit 280. A partir de cette liste exhaustive, un échantillon probabiliste

de ces membres a été tiré de façon aléatoire. Concernant la taille de l'échantillon, 162 ménages agricoles membres, représentant 57,85% de la population-cible ont été tirés à l'aide de la table d'estimation de la taille de l'échantillon, avec un niveau de confiance de 95%, et un niveau de précision de 5%, décrite par Dépelteau (2000). Comme technique d'échantillonnage ou de tirage des 162 ménages agricoles parmi les 280 membres de la population-cible, nous avons procédé à l'échantillonnage aléatoire simple, par la technique de chapeau (Depelteau, 2000 ; Otemikongo, 2018). Il s'agissait de tirer d'un chapeau, au hasard, 162 morceaux de papier reprenant les noms et adresses complètes des ménages membres des AVEC parmi tous les papiers numérotés de 1 à 280.

2.2.2 Analyse des données

L'analyse statistique des données a été réalisée à l'aide de logiciels SPSS, conformément aux recommandations de Field (2013). En ce qui concerne les variables qualitatives, les fréquences absolues et relatives ont été calculées, et des tests de Khi-carré ont permis d'examiner les relations de dépendance entre variables. Pour ce qui est des variables quantitatives, les moyennes et écart-types ont été utilisés, complétés par des tests de Student et des indicateurs de dispersion (variance, erreur standard). L'approche mixte, combinant analyses descriptives et inférentielles, a permis de réaliser une étude rigoureuse et d'identifier les principaux facteurs influençant la demande de crédit et la mobilisation de l'épargne, contribuant ainsi à comprendre la résilience des ménages agricoles étudiés.

3 RESULTATS

3.1 Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés

Les enquêtés avaient des âges variés et la moyenne d'âge est de 41,25 ans avec un écart-type de 6,93 ans, leurs états civils variaient aussi dans les proportions suivantes : la grande majorité des membres enquêtés, soit 83,33%, sont des personnes mariées. Les personnes vivant seules représentent 16,67%, à savoir 6,31% de célibataires, 5,8 % de divorcés et 4,54 % de veufs et veuves. En ce qui concerne le niveau d'instruction des enquêtés, plus de la moitié des membres des AVEC, soit (57,41% des cas) sont de niveau d'études secondaire. Ils sont suivis par ceux ayant atteint le niveau d'études primaire (17,28 %) et l'alphabétisation (16,67 %). Les personnes sans niveau d'instruction représentent 7,41 % des cas dans l'ensemble, tandis que les diplômés de niveau supérieur constituent la minorité avec seulement 1,23 % des cas. L'expérience moyenne dans l'agriculture de 18 ans.

Ces résultats montrent qu'un taux élevé de personnes mariées indique, selon la conception généralement répandue (Mpanzu, 2005), qu'il s'agit des personnes plus responsables et plus sérieuses, jouissant d'une stabilité familiale. D'où de tels demandeurs du crédit et/ou de la subvention obtiennent la confiance des financeurs. Cependant, cet état favorise la fongibilité des crédits ou leur affectation aux dépenses diversifiées du ménage, différentes de l'objet pour lequel le crédit a été sollicité. En ce qui concerne le niveau d'instruction, la distribution des données d'enquête indique que les AVEC du secteur Kwenge regroupent principalement des individus ayant une instruction de base suffisante, ce qui peut influencer la gestion des caisses d'épargne et de crédit, la compréhension des règles internes et l'efficacité des formations dispensées. Le tableau suivant croise le genre et l'âge des enquêtés.

Tableau 1. Répartition des enquêtés selon le sexe et l'âge

Genre	<30 ans	31-40 ans	41-50 ans	>50 ans	Total
Féminin	8	19	28	18	73
Masculin	6	24	23	36	89
Total	14	43	51	54	162
Mesure	Valeur	Signification approximative			
Phi (ϕ)	0,190	0,120			
Cramer's V	0,190	0,120			
Coefficient de contingence	0,186	0,120			

L'analyse de la répartition des 162 membres des AVEC du secteur Kwenge selon le genre et la tranche d'âge (Tableau 3.1) montre une participation légèrement supérieure des hommes (55 %) par rapport aux femmes (45 %). La tranche d'âge des >50 ans est la plus représentée parmi les hommes (36 individus), tandis que pour les femmes, la tranche 41-50 ans domine avec 28 individus. Les jeunes de moins de 30 ans apparaissent sous-représentés dans les deux genres, suggérant une implication limitée des jeunes dans les activités des AVEC.

L'examen statistique de l'association entre le genre et la tranche d'âge, réalisé à l'aide des mesures de liaison Phi, Cramer's V et Contingency Coefficient, indique une association faible (Phi = 0,190 ; Cramer's V = 0,190 ; Contingency Coefficient = 0,186) et non significative ($p = 0,120 > 0,05$). Cela signifie que, dans cet échantillon, le genre et la tranche d'âge ne sont pas statistiquement liés, confirmant que la participation aux AVEC n'est pas fortement influencée par ces deux variables.

D'un point de vue scientifique, cette distribution reflète une structure inclusive des AVEC, où hommes et femmes de différents groupes d'âge participent de manière relativement homogène. Cependant, la faible présence des jeunes (<30 ans) pourrait constituer un enjeu pour la durabilité et le renouvellement générationnel de ces associations. Le renforcement de l'implication des jeunes, par des campagnes de sensibilisation ou l'adaptation des activités aux aspirations de cette tranche d'âge, pourrait contribuer à maintenir la vitalité et la résilience des AVEC à long terme.

Ainsi, ces résultats suggèrent que si les AVEC sont globalement accessibles et inclusives, une attention particulière doit être portée à la mobilisation des jeunes pour consolider la participation et renforcer l'impact socioéconomique de ces structures dans le secteur Kwenge.

3.2 Profil organisationnel des AVEC étudiées

Le tableau 2 présente les paramètres statistiques relatifs à l'organisation interne des membres des AVEC en ce qui concerne la composition des groupes (effectif des membres), la valeur monétaire des contributions (part unitaire d'épargne et part sociale) ainsi que le taux d'intérêt appliqué aux crédits en vue de comprendre comment ces paramètres structurent la participation des membres et influencent la mobilisation de l'épargne et l'octroi du crédit.

Tableau 2. Paramètres organisationnels et financiers des AVEC

Paramètres statistiques	Effectif des membres de l'AVEC	Part unitaire (CDF)	Part sociale (CDF)	Taux d'intérêt (%)
Moyenne	28,15	2111,11	598,77	10,0
Ecart-type	15,49	788,11	389,455	0,0
Etendue	39	3000	4500	0,0
Minimum	11	1000	500	10,0
Maximum	50	4000	5000	10,0
Coefficient de variation (%)	55	37,3	65,0	0,0

L'analyse statistique des paramètres organisationnels et financiers des AVEC révèle une forte hétérogénéité au niveau des effectifs (moyenne de 28 membres, CV = 55 %) et des contributions sociales (moyenne de 598,77 FC, CV = 65 %), traduisant des dynamiques locales différencierées selon la taille des groupes et leur capacité de mobilisation interne. À l'inverse, la part unitaire d'épargne apparaît plus homogène (moyenne de 2 111,11 FC, CV = 37 %), suggérant une relative standardisation en fonction du pouvoir d'achat des ménages. Le taux d'intérêt appliqué est de 10% et demeure uniforme, illustrant la volonté d'assurer l'équité et la viabilité financière des crédits au sein des AVEC. Ce contraste entre diversité organisationnelle et uniformité des règles financières met en lumière la double logique d'adaptation contextuelle et de régulation commune qui caractérise ces dispositifs communautaires de microfinance.

Outre les paramètres statistiques estimés au tableau 2, la corrélation qui existe entre la fréquence des rencontres chaque mois et la taille des AVEC est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 3. Relation entre le nombre de membres et la fréquence des rencontres dans les AVEC

Nombre de membres	Nombre de rencontres par mois			Total	% du total
	1	2	4		
11	0	0	17	17	10,5 %
12	0	0	6	6	3,7 %
13	0	8	13	21	13,0 %
15	0	12	12	24	14,8 %
18	0	6	0	6	3,7 %
20	0	0	6	6	3,7 %
21	0	8	1	9	5,6 %
38	0	6	19	25	15,4 %
45	18	0	1	19	11,7 %
50	0	15	14	29	17,9 %
Total	18	55	89	162	100 %

Tests statistiques : $\chi^2 = 201,076$; ddl = 18 ; p < 0,001

Mesures d'association : Phi = 1,114 ; Cramer's V = 0,788 ; Contingency Coefficient = 0,744 (p < 0,001)

L'analyse du tableau croisé montre une variation marquée de la fréquence des rencontres chaque mois selon la taille des AVEC. Les groupes de taille moyenne (13 à 38 membres) et ceux plus grands (45 à 50 membres) organisent un nombre plus élevé de réunions chaque mois, contrairement aux plus petits groupes (11–12 membres) dont la participation reste limitée.

Les résultats statistiques confirment cette tendance : le test du Khi-carré ($\chi^2 = 201,076$; ddl = 18 ; p < 0,001) révèle une association hautement significative. De plus, l'intensité du lien est forte, comme l'indiquent Cramer's V = 0,788 et Phi = 1,114 (p < 0,001). Cette interdépendance suggère que la dimension démographique influence directement la dynamique organisationnelle des AVEC.

En somme, plus le nombre de membres augmente, plus la probabilité d'organiser régulièrement des rencontres est élevée, traduisant un besoin accru de coordination et de cohésion dans les groupes de grande taille.

3.3 Dynamiques d'épargne et de crédit

Cette section analyse les pratiques financières des AVEC, notamment les montants épargnés, les conditions d'octroi des crédits, les taux d'intérêt appliqués et l'accès au financement. Elle permet d'évaluer la capacité des groupes à générer des ressources financières et à soutenir les activités productives des ménages.

Le tableau ci-après présente la distribution des crédits obtenus selon l'ancienneté des membres dans les AVEC.

Tableau 4. Distribution des crédits obtenus selon l'ancienneté des membres dans les AVEC

Ancienneté (années)	Nombre de crédits obtenus	% du total
1 an	19	12,9 %
2 ans	4	2,7 %
3 ans	44	29,9 %
4 ans	80	54,4 %
Total	147	100 %

L'examen du tableau croisé révèle une tendance selon laquelle les membres les plus anciens des AVEC accèdent davantage aux crédits que les nouveaux adhérents. En effet, les individus ayant quatre années d'expérience raflent plus de la moitié des crédits accordés (54,4 %), tandis que ceux ayant une ou deux années d'ancienneté n'ont bénéficié qu'une proportion marginale. Cette répartition suggère que l'expérience favorise la confiance au sein du groupe, l'intégration sociale et la maîtrise des mécanismes d'épargne et de remboursement.

Cependant, le test du Khi-carré ($\chi^2 = 31,999$; ddl = 30 ; p = 0,368) ne met pas en évidence de lien statistiquement significatif entre l'ancienneté et l'obtention de crédits. De même, les mesures d'association nominales (Cramer's V = 0,269 ; p = 0,368 ; $\lambda = 0,046$) indiquent une relation faible. Néanmoins, l'analyse ordinaire par Spearman révèle une corrélation positive faible mais significative ($\rho = 0,169$; p = 0,041), soulignant que l'expérience accroît légèrement la probabilité d'accéder à davantage de crédits.

En définitive, l'examen des dynamiques d'épargne et de crédit met en évidence à la fois le fait que l'expérience dans les AVEC semble constituer un capital social favorisant l'accès au crédit, sans pour autant être un déterminant statistiquement robuste. Ces constats ouvrent la voie à une analyse plus approfondie de l'utilisation des ressources mobilisées.

3.4 Utilisation des ressources mobilisées

L'accent est mis ici sur l'affectation des crédits et des épargnes au sein des ménages, qu'il s'agisse d'activités agricoles, d'activités génératrices de revenus autres que l'agriculture ou de dépenses sociales telles que la santé, l'éducation et l'alimentation. Cette analyse contribue à apprécier l'efficacité des AVEC dans le renforcement du bien-être social et économique des membres.

Le tableau 5 présente la synthèse des utilisations des crédits et des fonds mobilisés (épargnes et intérêts) à l'issue du cycle précédent.

Tableau 5. Synthèse des utilisations des crédits et des fonds mobilisés (épargnes et intérêts)

Activité	Utilisation du dernier crédit		Utilisation des fonds de fin de cycle	
	Fréquence	% d'observation	Fréquence	% d'observation
Scolarisation	76	54,3	85	61,6
Alimentation	17	12,1	65	47,1
Agriculture	50	35,7	59	42,8
AGR	52	37,1	53	38,4
Habillement	2	1,4	50	36,2
Santé	43	30,7	30	21,7
Construction	5	3,6	15	10,9
Biens de valeur	16	11,4	13	9,4
Divers et loisirs	0	0,0	7	5,1
Mariage	0	0,0	4	2,9
Frais de justice	0	0,0	2	1,4
Total	261	186,4	261	277,5
Activité	Usages agropastoraux du dernier crédit		Usages agropastoraux des fonds de fin de cycle	
	Fréquence	% d'observation	Fréquence	% d'observation
Préparation terrain	1	2,0	4	8,6
Achat des semences	0	0,0	13	25,9
Financement du semis	15	30,6	5	10,3
Achat des outils aratoires	9	18,4	2	5,2
Achat des géniteurs	26	53,1	26	50,0
Main d'œuvre des travaux	1	2,0	3	6,9
Achat alvins	11	22,4	2	5,2
Achat aliments poissons	0	0,0	1	1,7
Aménagement des étangs	3	6,1	10	22,4
Total	66	134,7	66	136,2

L'analyse des données relatives à l'utilisation des crédits et des fonds mobilisés au sein des AVEC du projet PSAK à Kwenge révèle une répartition stratégique et multifonctionnelle des ressources par les ménages agricoles. Concernant le dernier crédit obtenu, les membres ont prioritairement investi dans la scolarisation (54,3 %) et les activités agricoles/AGR (près de 73 % des observations), tandis que la santé, l'alimentation et les autres besoins familiaux représentent des parts secondaires. Parmi les membres ayant utilisé une partie de leur crédit pour des activités agropastorales, les fonds ont été majoritairement consacrés à l'achat de géniteurs (53,1 %), suivi du financement des semis (30,6 %) et de l'achat d'alevins (22,4 %), le reste étant affecté à la préparation des terrains, la main-d'œuvre et l'achat d'outils, illustrant une approche intégrée et diversifiée des investissements productifs.

L'examen des fonds mobilisés à la fin du cycle précédent (épargnes et intérêts générés) confirme ces tendances. Les ressources ont été largement utilisées pour la scolarisation (61,6 %), l'agriculture et les AGR (42,8 % et 38,4 %) ainsi que pour l'alimentation (47,1 %), tandis que l'habillement, la santé, la construction ou l'acquisition de biens de valeur ont représenté des usages moins fréquents. Parmi ceux qui ont investi dans

les activités agropastorales, l'achat de géniteurs reste l'usage dominant (50 %), suivi de l'achat de semences (25,9 %) et de l'aménagement des étangs (22,4 %), les autres postes étant minoritaires.

Le dépassement des totaux en pourcentage dans tous les tableaux (134,7 % à 277,5 %) montre que plusieurs activités ont été financées simultanément, reflétant la capacité des ménages à répartir leurs ressources selon des priorités multiples. Cette multifonctionnalité souligne que les AVEC ne se limitent pas à la production ou à la consommation immédiate, mais remplissent également un rôle social et sécuritaire, permettant de répondre aux besoins essentiels tout en consolidant le capital productif.

En somme, ces résultats confirment que les crédits et fonds des AVEC sont utilisés de manière stratégique, diversifiée et orientée vers la résilience socioéconomique, en combinant soutien aux activités agricoles et agropastorales, couverture des besoins familiaux et investissement dans le capital humain, renforçant ainsi la stabilité économique des ménages du secteur de Kwenge.

Dans le tableau suivant, sont présentés les paramètres statistiques des crédits et des épargnes des AVEC.

Tableau 6. Paramètres statistiques des crédits et des épargnes des membres enquêtés dans les AVEC

Paramètres statistiques		Dernier crédit reçu (CDF)	Épargne individuel cycle passé (CDF)	Cumul épargne collectif cycle passé (CDF)
N (effectif)	Validé	147	138	162
	Manquant	15	24	0
Moyenne		86329,93	185572,49	185572,49
Ecart-type		78160,234	171633,570	3290141,173
Etendue		295000	899996	8500000
Minimum		5000	4000	500000
Maximum		300000	900000	9000000

L'examen du tableau 6 met en évidence des écarts significatifs entre les trois variables étudiées. Le montant moyen du dernier crédit reçu (86 329,93 CDF) reste relativement faible comparé à l'épargne individuelle (185 572,49 CDF) et, surtout, à l'épargne collective des membres, dont la moyenne atteint 185 572,49 CDF mais avec un mode très élevé (8 000 000 CDF). Cette situation traduit la différence de potentiel entre l'action individuelle et la force de la mutualisation.

La dispersion des données confirme cette tendance : l'écart-type du crédit (78 160,23 CDF) et de l'épargne individuelle (171 633,57 CDF) demeure modéré, tandis que celui de l'épargne collective est très élevé (3 290 141,17 CDF), indiquant une grande hétérogénéité entre les groupes. L'étendue des valeurs (de 500 000 CDF à 9 000 000 CDF pour l'épargne collective) illustre l'existence de certaines AVEC particulièrement performantes sur le plan financier.

Sur le plan socioéconomique, ces résultats révèlent que le recours au crédit demeure limité en montant, probablement en raison d'une gestion prudente du risque au sein des AVEC. En revanche, la mobilisation collective d'épargne constitue un levier majeur de renforcement des capacités économiques, permettant d'atteindre des niveaux financiers inaccessibles individuellement. Cette dynamique conforte l'idée que les AVEC représentent une stratégie de résilience et de sécurisation économique des ménages agricoles.

Tableau 7. Tendance de l'épargne par rapport au cycle précédent

Tendance de l'épargne	Fréquence	Pourcentage (%)
Hausse	156	96,29
Baisse	2	1,23
Identique	4	2,46
Total	162	100,0

L'analyse des données révèle que la majorité écrasante des enquêtés (96,29 %) a observé une hausse de leur épargne au cours du cycle en cours par rapport au cycle précédent, tandis que seuls 2,46 % et 1,23 % déclarent respectivement une stagnation ou une baisse. Cette tendance à la progression témoigne d'une dynamique positive d'accumulation financière au sein des AVEC, traduisant à la fois la confiance accrue des membres dans le mécanisme, l'expérience acquise au fil des cycles et l'effet d'apprentissage collectif qui renforce la capacité de planification de l'épargne. Les rares cas de stagnation ou de diminution semblent relever de contraintes individuelles ponctuelles (aléas économiques, familiaux ou agricoles) et ne remettent pas en cause la tendance générale. Ces résultats mettent ainsi en évidence la contribution des AVEC au renforcement de la culture de l'épargne et à l'amélioration progressive de la résilience économique des ménages membres.

3.5 Contribution des AVEC à la résilience des ménages agricoles

Cette section examine comment la participation aux AVEC influence la résilience des ménages face aux risques économiques et alimentaires. Elle considère l'impact sur la sécurité alimentaire, la diversification des revenus et la stabilité économique, en lien avec les objectifs de microfinance informelle et de développement local.

Le tableau ci-après illustre la répartition des enquêtés selon la nature des AGR détenues par les membres des AVEC.

Tableau 8. Répartition des enquêtés selon la nature des AGR exercées

Nature des AGR	Fréquence	Pourcentage (%)
Artisanat	4	2,46
Epicerie	54	33,33
Moulin	2	1,23
Pâtisserie	8	4,93
Pharmacie	6	3,70
Photographie	2	1,23
Taxi moto	6	3,70
Vente carburant	4	2,46
Vente produits manufacturés	61	37,65
Vente produits agricoles	17	10,49
Total	162	100,0

L'analyse des AGR détenues par les membres des AVEC révèle une forte prépondérance du petit commerce comme principale stratégie économique des ménages. La vente de divers produits manufacturés (37,65 %) et l'épicerie (33,33 %) dominent largement, traduisant une orientation vers des activités de commerce de détail nécessitant peu de capital initial et offrant une rentabilité rapide. Toutefois, la présence d'activités telles que la vente de produits agricoles (10,49 %), la pâtisserie (4,93 %), la pharmacie (3,70 %) ou le taxi moto (3,70 %) reflète une diversification progressive, bien que limitée.

Tableau 9. Réalisations socio-économiques acquises grâce aux AVEC

Réalisations importantes	Fréquence	Pourcentage (%)
Biens de valeur	32	21,76
Capital AGR	11	7,48
Construction	6	4,08
Animaux géniteurs	28	19,04
Intrants agricoles	24	16,32
Pisciculture	14	9,52
Scolarisation	30	20,40
Mariage	2	1,36
Total	147	100,0

L'analyse des réalisations socio-économiques acquises grâce aux AVEC met en évidence une diversité d'investissements reflétant à la fois les besoins essentiels des ménages et leurs aspirations à une amélioration durable des conditions de vie. Les résultats montrent que globalement, 44,88% des investissements réalisés par les enquêtés grâce aux fonds provenant des AVEC vont dans l'agriculture. En détail, la situation se présente de la manière suivante : l'acquisition de biens de valeur (21,76 %) et la scolarisation des enfants (20,40 %) constituent les usages prioritaires, traduisant la recherche d'une sécurisation patrimoniale et d'un investissement dans le capital humain. Par ailleurs, les investissements productifs tels que l'achat de géniteurs pour l'élevage (19,04 %), l'acquisition d'intrants agricoles (16,32 %), la pisciculture (9,52%) et la constitution d'un capital pour les activités génératrices de revenus (7,48 %) témoignent d'une volonté de renforcer les moyens de subsistance et de diversifier les sources de revenus. L'investissement dans la construction (4,08 %) illustre une tendance vers la consolidation du patrimoine familial, tandis que les dépenses liées au mariage (1,36 %), bien que marginales, traduisent la dimension sociale et culturelle des revenus issus des AVEC.

Dans l'ensemble, ces résultats confirment que les AVEC ne se limitent pas à une fonction d'épargne et de crédit, mais constituent de véritables leviers de développement socio-économique, contribuant à l'amélioration des conditions matérielles, à la promotion de l'éducation et au renforcement de la résilience des ménages agricoles.

3.6 Contraintes et défis rencontrés par les AVEC

Ici, sont présentés les principaux obstacles rencontrés par les AVEC dans le fonctionnement quotidien, notamment la non-participation de certains membres à la formation initiale et les contraintes institutionnelles. Cette analyse permet de mettre en évidence les facteurs limitant l'efficacité et la durabilité des groupes.

Concernant le volet formation initiale, 75,3 % des enquêtés ont participé à la formation initiale sur le fonctionnement des AVEC, organisée par les animateurs du PSAK, contre 24,7 % qui n'y ont pas pris part. Cette forte participation reflète un accompagnement institutionnel important et constitue un levier pour l'appropriation des mécanismes d'épargne et de crédit. Toutefois, le quart de membres qui n'a pas été formé au départ souligne un risque d'inégalités d'accès à l'information et de fragilité dans la gouvernance collective. La littérature insiste en effet sur le rôle clé de la formation comme facteur de performance et de résilience des groupes communautaires. Il apparaît donc essentiel de renforcer les dispositifs de rattrapage et de formation continue afin d'assurer une appropriation homogène et durable des principes des AVEC.

Ainsi, après avoir examiné la proportion de participation aux formations sur le fonctionnement et la gestion des AVEC, il importe à présent d'analyser les difficultés rencontrées par les membres afin de mieux

comprendre la portée globale de leur impact et les conditions nécessaires à leur contournement. Ces données sont présentées dans les tableaux 10 et 11 ci-après.

Tableau 10. Difficultés de remboursement

Difficultés de remboursement	Fréquence	Pourcentage (%)
Oui	19	11,73
Non	143	88,27
Total	162	100,0

Les résultats montrent qu'une minorité des enquêtés (11,3 %) a rencontré des difficultés de remboursement, contre une large majorité (88,27 %) qui a remboursé leurs crédits sans incident. Ce constat traduit globalement une bonne capacité de remboursement des bénéficiaires et témoigne de l'efficacité des mécanismes de gestion mis en place au sein des AVEC. Il confirme également que la microfinance informelle communautaire, lorsqu'elle est structurée autour de règles claires et adaptées, peut limiter les risques de non-remboursement généralement observés dans les systèmes de crédit.

Tableau 11. Causes des difficultés de remboursement

Causes de la difficulté	Fréquence	Pourcentage (%)
Décès	3	15,78
Inflation	2	10,52
Long cycle de production agricole	8	42,10
Voyage brusque	2	10,52
Maladie	4	21,05
Total	19	100,0

Parmi les 19 cas recensés, le long cycle de production agricole constitue la principale cause de non remboursement de crédit (42,10 % des cas). Cela reflète la spécificité des activités agropastorales, qui exigent des délais longs avant la réalisation des revenus, en décalage avec le calendrier de remboursement prévu. Cette situation illustre la tension entre le rythme de l'économie agricole et celui de la finance solidaire, nécessitant une meilleure synchronisation.

La maladie (21,05 % des cas) et le décès (15,78 % des cas) représentent des causes liées aux aléas sociaux et sanitaires, traduisant la vulnérabilité des ménages face aux risques imprévisibles. L'inflation (10,52 % des cas) témoigne, quant à elle, des contraintes macroéconomiques qui fragilisent le pouvoir d'achat et compliquent le remboursement, tandis que les voyages brusques (10,52 % des cas) renvoient aux imprévus personnels ou familiaux qui affectent la trésorerie des ménages.

Ces résultats mettent en évidence que les causes structurelles (production agricole) et conjoncturelles (santé, inflation, mobilité) sont déterminantes dans les difficultés de remboursement, plus que l'absence de la volonté des bénéficiaires. Cela suggère la nécessité d'adapter les mécanismes de crédit (calendrier, taux, durée) au contexte rural, et d'intégrer des dispositifs complémentaires comme :

- ✓ des fonds de solidarité pour faire face aux chocs sanitaires et sociaux ;
- ✓ des produits financiers agricoles tenant compte de la saisonnalité ;
- ✓ et un suivi rapproché afin de limiter les risques liés aux aléas.

3.7 Perspectives de durabilité des AVEC

La durabilité des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) constitue un enjeu majeur pour la pérennisation des acquis du Projet de Sécurité Alimentaire de Kwenge (PSAK). En effet, la continuité des dynamiques d'épargne et de crédit après la fin de l'appui externe dépend de plusieurs facteurs, à la fois institutionnels, socio-économiques et organisationnels.

a) Facteurs favorisant la durabilité

L'analyse des entretiens et observations révèle que plusieurs éléments concourent à la continuité des AVEC :

- ✓ L'appropriation communautaire : la majorité des membres expriment un fort sentiment d'appartenance et de confiance mutuelle, ce qui renforce la cohésion et la volonté de maintenir l'initiative au-delà de l'intervention du projet.
- ✓ La rentabilité des activités génératrices de revenus (AGR) : la proportion importante de membres ayant investi dans le petit commerce, l'épicerie ou la vente de produits agricoles leur permet de disposer de ressources régulières pour l'épargne et le remboursement des crédits.
- ✓ La capitalisation progressive : au fil des cycles, l'accroissement des fonds collectés améliore la capacité des AVEC à octroyer des crédits de montants plus élevés, réduisant la dépendance aux financements externes.
- ✓ La formation reçue : les modules sur la gestion des caisses, la gouvernance démocratique et la tenue des registres ont renforcé les compétences locales, assurant une gestion plus autonome.

b) Défis à relever

Cependant, plusieurs contraintes risquent de compromettre la durabilité des AVEC si elles ne sont pas prises en compte :

- ✓ La faible diversification des AGR : la concentration des investissements dans le commerce de détail expose les membres aux risques de saturation du marché et à la volatilité des prix.
- ✓ Le risque de conflits internes : malgré la cohésion observée, certaines tensions liées aux retards de remboursement ou à la gestion des fonds demeurent une menace potentielle pour la viabilité des groupes.
- ✓ La dépendance au suivi externe : bien que les AVEC fonctionnent relativement de manière autonome, beaucoup de membres expriment le besoin d'un accompagnement technique ponctuel pour consolider leurs acquis.

c) Recommandations pour renforcer la durabilité

Pour consolider les acquis du PSAK et garantir la continuité des AVEC, plusieurs recommandations se dégagent des données recueillies :

- ✓ Encourager la diversification des AGR, notamment dans l'agriculture, l'élevage et les activités de transformation, afin de sécuriser les sources de revenus et réduire la vulnérabilité économique.
- ✓ Mettre en place un mécanisme local de suivi et de conseil (par exemple, via des relais communautaires formés), afin de remplacer progressivement l'appui externe.

- ✓ Favoriser les partenariats avec les institutions de microfinance locales pour élargir les opportunités de financement, tout en gardant l'esprit de solidarité propre aux AVEC.
- ✓ Renforcer les capacités en gestion financière et en résolution des conflits afin d'assurer une gouvernance participative et transparente.

En somme, la durabilité des AVEC est envisageable si des efforts sont consentis pour consolider la gouvernance interne, diversifier les sources de financement et institutionnaliser l'accompagnement technique. À cet effet, l'intégration progressive des AVEC dans les stratégies locales de développement apparaît comme une condition sine qua non pour pérenniser les acquis du projet PSAK et amplifier ses retombées socio-économiques à long terme.

Afin de mieux cerner les conditions de continuité et d'autonomie des AVEC après la fin du projet PSAK, une analyse SWOT a été réalisée. Celle-ci met en évidence les forces et faiblesses internes du dispositif, ainsi que les opportunités et menaces externes susceptibles d'influencer leur durabilité.

Tableau 13. Analyse SWOT des perspectives de durabilité des AVEC

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Cohésion sociale et confiance mutuelle entre membres. ✓ Forte participation des femmes. ✓ Gestion collective et transparente des épargnes. ✓ Dynamique régulière de réunions et de remboursement. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible niveau d'instruction de certains animateurs. ✓ Rotation ou instabilité dans les comités de gestion. ✓ Dépendance quasi-exclusive aux contributions internes. ✓ Faible diversification des sources de revenus.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Possibilité de partenariats avec des IMF et ONG locales. ✓ Demande croissante en services financiers adaptés aux zones rurales. ✓ Intégration dans les stratégies locales de développement. ✓ Potentiel de formation continue en gestion, AGR et entreprenariat. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Risques liés à l'inflation et à la fluctuation des prix agricoles. ✓ Vulnérabilité face aux chocs climatiques et sanitaires. ✓ Éventuelles tensions internes liées au non-remboursement des crédits. ✓ Manque d'accompagnement technique durable après le projet.

L'analyse SWOT révèle que les AVEC disposent de plusieurs forces structurelles favorisant leur pérennité, notamment l'appropriation communautaire du modèle, la participation majoritaire des femmes, et la flexibilité des mécanismes d'épargne et de crédit.

Cependant, certaines faiblesses internes compromettent la stabilité à long terme. L'insuffisance de compétences en gestion financière, la dépendance aux leaders de groupe et le faible capital de départ apparaissent comme des limites majeures.

Sur le plan externe, les opportunités sont nombreuses : la demande croissante de services financiers de proximité, l'intérêt des institutions de développement pour les approches communautaires, et la possibilité d'élargir les activités génératrices de revenus. La durabilité des AVEC dépendra donc de leur aptitude à transformer les forces en leviers d'action, à réduire les faiblesses par la formation et le renforcement institutionnel, et à capitaliser sur les opportunités tout en atténuant les menaces par des stratégies de résilience collective.

En somme, l'analyse des perspectives de durabilité révèle que les AVEC disposent de bases solides pour fonctionner de manière autonome, notamment grâce à la consolidation des pratiques d'épargne, l'expérience acquise par les membres et le renforcement de la cohésion sociale. Toutefois, certains défis subsistent, liés entre autres à la faible diversification des sources de revenus, à la dépendance vis-à-vis d'un encadrement externe et à la vulnérabilité face aux chocs économiques et sociaux. Ces constats appellent une réflexion critique qui sera approfondie dans la discussion des résultats, afin de confronter les données empiriques obtenues aux cadres théoriques et aux résultats d'études antérieures.

4 DISCUSSION

Les résultats de l'étude menée auprès des AVEC du secteur de Kwenge confirment l'importance des caractéristiques socioéconomiques et institutionnelles dans la dynamique de l'épargne et du crédit communautaire.

4.1 Le rôle du niveau d'instruction et de l'accompagnement

Comme le soulignent McKinnon (1973) et Armendáriz & Morduch (2010), le niveau d'instruction influence directement la capacité des membres à gérer efficacement l'épargne, à comprendre les mécanismes de crédit et à adopter des comportements financiers rationnels. Cette observation rejoint les résultats obtenus, où les écarts de compréhension entre anciens et nouveaux membres révèlent la nécessité de mécanismes d'accompagnement et de formation continue. Allen & Staehle (2007), Kaire et al. (2022), Desneux (2024) et Bwenge et al. (2025) insistent en ce sens sur la mise en place de dispositifs de renforcement de capacités pour réduire les disparités et garantir une équité dans l'accès aux services financiers internes.

4.2 L'impact économique et entrepreneurial des AVEC

Les données collectées montrent que les AVEC constituent une source significative de financement des micro-entreprises locales, essentiellement orientées vers le commerce de détail et les activités de subsistance. Ces résultats corroborent les observations de la littérature (Germidis et al., 1991 ; Hamadziripi, 2008 ; Allen & Panetta, 2010 ; Kwatsha, 2018 ; N'Goran, 2024) selon lesquelles les AVEC agissent comme un levier de financement de petites activités génératrices de revenus. Cependant, la pérennité de ces micro-entreprises demeure conditionnée à la diversification des investissements et au renforcement des compétences entrepreneuriales des membres.

En ce sens, nos résultats rejoignent les conclusions de Anyango et al. (2007) et Desneux (2024) qui soulignent l'apport des AVEC dans la réduction de la vulnérabilité économique et dans l'autonomisation des populations rurales, tout en insistant sur la nécessité d'un apprentissage progressif de la gestion financière.

4.3 La gouvernance interne et la durabilité

L'étude montre également que la capacité endogène des AVEC à maintenir leur fonctionnement repose sur la cohésion sociale et sur des règles internes de gouvernance relativement stables. Ces atouts reflètent la logique d'autonomisation propre à la microfinance communautaire (Allen & Staehle, 2007). Les constats confirment aussi les travaux d'Anyanwu (2004), d'Alidou (2021) et Fall (2021), qui attribuent la durabilité des structures informelles de microfinance à la qualité de la gouvernance interne et aux compétences acquises par les membres.

Toutefois, les résultats révèlent aussi des menaces structurelles à cette durabilité, liées à l'instabilité macroéconomique, à l'inflation et aux aléas climatiques affectant directement les ménages agricoles. Ces observations rejoignent les analyses de Bouman (1995) et de Dieu-Merci et al. (2024), Bahadur et al. (2013), qui identifient ces facteurs comme des freins récurrents à la résilience des institutions financières informelles.

4.4 Les pratiques financières observées et leur comparaison avec d'autres contextes

Les données du tableau 2 indiquent que le taux d'intérêt appliqué aux membres des AVEC de Kwenge est constant à 10 %, ce qui corrobore les constats de Besley & Coate (1995), Morgan Faisant De Champchesnel (2016), Nina et al. (2025) et de WISOMA (2025) selon lesquels les débiteurs s'acquittent mensuellement d'un taux de 10 % sur le montant restant dû. Par ailleurs, la part unitaire moyenne (2 111,11 FC, soit environ 0,74 USD) se rapproche des observations faites par Fall (2021) au Sénégal et par Morgan Faisant De Champchesnel (2016) au Tchad, où la valeur d'une part se situe entre 500 et 1 000 FCFA. Cela traduit une certaine homogénéité des pratiques d'épargne dans les dispositifs AVEC en Afrique subsaharienne.

En complément, Besley(1995), Armendáriz *de Aghion (2000)*, Banque mondiale. (1989) et Mbaye (2023) rappelle que, dans un contexte de forte informalité économique, les caisses d'épargne et de solidarité jouent un rôle multifonctionnel. Elles permettent non seulement l'accès au crédit sans garantie, mais offrent aussi une protection sociale via la caisse de solidarité couvrant des événements tels que le mariage, les funérailles ou la maladie. Ces observations rejoignent les résultats de notre enquête, qui mettent en évidence l'existence de mécanismes similaires au sein des AVEC étudiées.

4.5 Limites structurelles et enjeux de confiance

Il convient néanmoins de souligner que, malgré leurs apports, les dispositifs de microfinance en RDC restent faiblement exploités : en 2014, seulement 5 % de la population adulte recouraient à des IMF ou COOPEC (FPM, 2018). Le manque de confiance apparaît comme l'un des principaux freins à l'utilisation des services formels, ce qui explique en partie la vitalité des structures communautaires telles que les AVEC. Ces dernières offrent une alternative de proximité, mieux adaptée aux réalités locales, mais dont la fragilité institutionnelle demeure un enjeu crucial.

En définitive, les résultats de cette recherche mettent en évidence le rôle central des AVEC comme mécanismes endogènes de financement et de protection sociale en milieu rural. D'une part, ils constituent un levier efficace pour l'épargne, l'accès au crédit et la mise en place d'activités génératrices de revenus, confirmant ainsi leur contribution à la réduction de la vulnérabilité et à l'autonomisation des ménages agricoles. D'autre part, leur durabilité reste étroitement liée à la qualité de la gouvernance interne, à la formation continue des membres et à la diversification des activités économiques financées.

Ces constats s'inscrivent dans la lignée des travaux de la littérature internationale, qui soulignent que la microfinance communautaire fonctionne efficacement lorsqu'elle repose sur la cohésion sociale, la confiance et des mécanismes de solidarité adaptés au contexte local. Cependant, les menaces structurelles – notamment l'instabilité macroéconomique, l'inflation et les risques climatiques – fragilisent la résilience des AVEC et appellent à des mesures d'accompagnement externes ciblées.

Ainsi, l'étude confirme que les AVEC ne sauraient être perçues uniquement comme de simples dispositifs de mobilisation d'épargne, mais bien comme de véritables institutions socioéconomiques de proximité. Leur potentiel d'autonomisation dépendra toutefois de la capacité à renforcer leurs pratiques de gouvernance, à consolider la confiance des membres et à assurer une meilleure articulation avec les dynamiques de développement local.

5 CONCLUSION

Cette recherche a porté sur la *microfinance informelle et résilience des ménages agricoles : étude des dynamiques d'épargne et de crédit des AVEC du projet PSAK à Kwenge*. Elle avait pour objectif de comprendre dans quelle mesure ces structures de microfinance communautaire contribuent à améliorer les conditions de vie des ménages agricoles et à renforcer leur résilience face aux aléas.

Pour répondre à la problématique et atteindre les objectifs poursuivis, une méthodologie d'enquête a été mobilisée, combinant l'observation directe, les entretiens structurés et l'analyse documentaire. L'étude s'est déroulée en trois phases complémentaires, documentaire, exploratoire et approfondie, et a porté sur un échantillon de 162 individus représentatifs de 280 ménages membres de 16 AVEC parmi celles mises en place et appuyées par le BDD/Caritas Kikwit, conformément à l'approche méthodologique présentée au deuxième point.

Les résultats montrent que les AVEC constituent un levier efficace de mobilisation de l'épargne et d'accès au crédit. Les membres interrogés ont pu financer des activités génératrices de revenus, investir dans la scolarisation, l'acquisition de biens durables, la construction et l'achat d'intrants agricoles. Les fonds de solidarité renforcent en outre la cohésion sociale en apportant une réponse collective aux événements imprévus (maladie, décès, etc.). Ces résultats confirment les observations de la littérature (McKinnon, 1973 ; Allen & Panetta, 2010 ; Bwenge, et al., 2025) sur le rôle central de la microfinance communautaire dans l'autonomisation économique des ménages exclus du système bancaire classique.

Cependant, certaines limites subsistent. Les difficultés de remboursement, bien que minoritaires, rappellent la vulnérabilité persistante des ménages face aux chocs économiques et climatiques. De plus, l'accès différencié au crédit selon l'ancienneté des membres révèle des inégalités internes nécessitant des mécanismes correctifs pour assurer une équité dans les opportunités.

Au-delà de ces limites, l'étude met en évidence des perspectives positives de durabilité des AVEC. Leur gouvernance interne, la confiance mutuelle et la capacité des membres à gérer collectivement l'épargne constituent des atouts majeurs pour la continuité de ces structures, même en l'absence d'appui externe. Toutefois, leur pérennité suppose un renforcement constant des capacités des membres, une diversification des investissements et une meilleure intégration avec les acteurs de développement locaux.

Perspectives du travail

Les enseignements tirés de cette recherche ouvrent plusieurs perspectives pour les études futures et pour l'action de développement. D'un point de vue scientifique, il serait intéressant d'approfondir l'analyse comparative des AVEC entre différents contextes socio-économiques ou écologiques afin d'évaluer la transférabilité du modèle. Des études longitudinales pourraient également permettre de mesurer la durabilité de l'impact des AVEC sur la résilience des ménages à long terme.

Sur le plan opérationnel, cette étude plaide pour un renforcement des dispositifs d'appui technique et de suivi post-projet afin d'assurer la pérennité des acquis. L'intégration des AVEC dans les politiques publiques locales de développement rural, la formation continue de leurs membres, ainsi que la création de passerelles entre microfinance formelle et informelle, constituent autant de pistes pour renforcer l'inclusion financière et la stabilité économique en milieu rural.

En définitive, les AVEC représentent non seulement un outil de solidarité communautaire, mais aussi une véritable école de gestion et d'autonomisation, dont la consolidation demeure un enjeu majeur pour la résilience et la prospérité durable des ménages agricoles en République Démocratique du Congo.

REFERENCES

- Allen, H. & Panetta, D. (2010). Savings Groups: What Are They? Washington: The SEEP Network.
- Alidou, D. (2021). Gouvernance d'une association villageoise d'épargne et de crédit : entre intentionnalité et spécificité. RECMA, 360(2), 76-92.
- Allen, H., Demirguc-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2007). Financing patterns around the world: Are small firms different? Journal of Financial Economics, 89(3), 467–487. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2007.10.005>
- Anyango, E., Esipisu, E., Opoku, L., Johnson, S., Malkamäki, M., & Musoke, C. (2007). Village savings and loan associations: Experience from Zanzibar. Small Enterprise Development, 18(1), 36–48. https://www.researchgate.net/publication/233587877_Village_Savings_and_Loan_Associations_-experience_from_Zanzibar
- Anyanwu, C. M. (2004). Microfinance institutions in Nigeria: Policy, practice and potentials. G24 Workshop on Constraints to Growth in Sub-Saharan Africa, Pretoria, South Africa. https://g24.org/wp-content/uploads/2024/06/Constrains-to-Growth-in-Sun-Saharan-Africa-Microfinance-institutions-in-Nigeria-Policy-Practice-and-Potentials-11.2004.pdf?utm_source=chatgpt.com
- Armendáriz de Aghion, B. (2000). Microfinance beyond group lending. The Economics of Transition, 8(2), 401–420. <https://doi.org/10.1111/1468-0351.00049>
- Armendáriz, B., & Morduch, J. (2010). The economics of microfinance (2nd ed.). Cambridge, MA: MIT Press.
- Bahadur, A. V., Ibrahim, M., & Tanner, T. (2013). The resilience renaissance? Progress and challenges in understanding resilience. Development Policy Review, 31(6), 647–667.
- Banque mondiale. (1989). Rapport sur le développement dans le monde, Systèmes financiers et développement, Banque mondiale, Washington D.C., 281 p.
- Banque mondiale. (2007). Innovations en matière de services financiers ruraux et inclusion financière (Rapport n° 71071-FR). Banque mondiale. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/379921468153849021/pdf/710710WP0FREN00B0x370064B00PUBLIC0.pdf>
- Bavois, M. (2019). Savings & internal lending communities (SILC) field agent guide (Version 5.1). Catholic Relief Services (CRS). https://www.crs.org/sites/default/files/2025-05/silc_fa_guide-5.1_eng.pdf
- Besley, T. (1995). Savings, credit and insurance. In J. Behrman & T. N. Srinivasan (Eds.), Handbook of development economics (Vol. 3, pp. 2123–2207). Amsterdam: Elsevier.
- Besley, T., & Coate, S. (1995). Group lending, repayment incentives and social collateral. Journal of Development Economics, 46(1), 1–18.
- Beyene, B. (2012). Guide de l'animateur des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC), International Rescue Committee, New York (États-Unis), 162p.
- Bouman, F. (1995). Rotating and accumulating savings and credit associations: a development perspective. World Development 23 (3) : 371-384.
- Boyene, Y., (2012). Responsabilité sociale et solidarité : la microfinance peut-elle être plus solidaire ? Finance & Bien Commun, (37-38), pp. 158-169. DOI : 10.3917/fbc.037.0158
- Bwenge, E. T., Tshomba, E. K., & Wabenga, C. F. W. (2025). Finance informelle et dynamique entrepreneuriale locale à Goma-RD Congo : Face au désert bancaire, la finance informelle devient un levier du développement. Annales de l'UNIGOM, 15(2).
- Creswell, J. W. (2014). Research Design: Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches (4e éd.). Sage Publications.

- Daoudi, A., & Wampfler, B. (2010). Le financement informel dans l'agriculture algérienne : Les principales pratiques et leurs déterminants. *Cahiers Agricultures*, 19, 243–248. <https://doi.org/10.1684/agr.2010.0414>
- Depelteau, F. (2000), La démarche d'une recherche en sciences humaines : de la question de départ à la communication des résultats, Presses de l'université de Montréal et DeBoeck université, Paris/Bruxelle, 436 p
- Desneux, T. (2024). Impact du recours aux services financiers décentralisés (SFD) et/ou aux associations villageoises d'épargne et de crédit (avec) sur la résilience d'exploitations agricoles pratiquant le maraîchage dans les communes de Lokossa et d'Athiémed.,
- Dieu-Merci, A. B., Moliso, G., Dieu-Merci, M. S., & Micheline, S. B. (2024). Promotion communautaire des Associations Villageoises d'Epargnes et de Crédits : Expériences initiées par l'ONG PPSSP pour le renforcement du pouvoir socioéconomique des membres en Province du Nord Kivu, République Démocratique du Congo. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 43(4), 985-997.
- Fall, K. (2021). Organisation et dynamiques de solidarité en milieu rural : l'exemple des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) à Adéane (Sénégal). *Revue Scientifique de l'Université Alassane Ouattara. Philosophie et sciences humaines*, 1(1), 1–40.
- FPM (2018), Implanter une institution de microfinance ou une banque dans la province du Bandundu, rapport d'étude, Kinshasa (RDC).
- Germidis, D., Kessler, M., & Meghir, R. (1991). Financial systems and development: The role of informal finance (OCDE/GD (91)208). Organisation de coopération et de développement économiques. <https://one.oecd.org/document/OCDE/GD%2891%29208/en/pdf>
- Hamadziripi, A., 2008, Les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit au Niger : Le modèle Mata Masu Dubara de Fournitures et de Services dans les zones reculées. En ligne [http://www.coady2.stfx.ca/tinroom/assets/file/ford/docs/translate/french/Niger%20\(French\).pdf](http://www.coady2.stfx.ca/tinroom/assets/file/ford/docs/translate/french/Niger%20(French).pdf) (Consulté le 17/07/2025).
- Kaire, A. K., Sow, S., & Balde, S. (2022). Les effets des microcrédits sur le renforcement du pouvoir socioéconomique des femmes membres des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) de la Commune de Sahm notaire1. *Int. J. Econ. Stud. Manag*, 2(3).
- Ledgerwood, J. (2013). The new microfinance handbook: A financial market system perspective. Washington, DC : World Bank.
- Lelart, M. (2002). La diversité au cœur de la finance : la finance informelle. In Granier, R., & Robert, M. (Eds.), *Culture et structures économiques - Vers une économie de la diversité ?* (pp.151-165). Paris : Economica.
- Lelart, M., 2002, L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers. *Mondes en Développement*, 30 (119), pp.9-18.
- Lévêque, P (2016). L'épargne villageoise, une solution pour les plus pauvres ?, Note d'Information, CARE France, Paris, 7p.
- Mbaye, A. N. (2023). L'inclusion financière face au gouffre de la pauvreté et de l'exclusion. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 4(2-1), 48-68.
- Morgan Faisant De Champchesnel. (2016). Les associations villageoises d'épargne-crédit : Une approche adaptée aux ménages les plus pauvres ? Caractéristiques des membres et impact sur l'économie des ménages (36 p.). Emma Maisonnave. N'Djamena.
- Morvant-Roux S. et Servet J.M., 2007 : « De l'exclusion financière à l'inclusion par la microfinance », in *Horizons bancaires*, n°334, Crédit Agricole S.A., Paris.
- Mpanzu, B., (2005), Microfinance en République Démocratique du Congo : Cas du site maraîcher de N'djili/CECOMAF à Kinshasa, mémoire de DES en Economie et Sociologie Rurale, Université Catholique de Louvain, Gembloux, 71p.

- Nchito, W. (2006). Informal microfinance institutions and their contribution to financial access in rural Zambia. *African Development Review*, 18(2), 193–221.
- N'Goran, K. (2024). Entre financiarisation et logiques coopératives de développement local, les tensions de la microfinance illustrées par le cas ivoirien (Doctoral dissertation, Université Paul Valéry-Montpellier 3).
- Nina, T. O. R. M., Kinyondo, G., Mitullah, W. V., Riisgaard, L., Gervas, A., Indimuli, R., ... & Kamau, A. W. (2025). *Comment les associations professionnelles informelles protègent leurs membres en cas de crises multiples et imbriquées : l'exemple du Kenya et de la Tanzanie*. Revue internationale du Travail, 164(1).
- Otemikongo, M. J. (2018), *La recherche scientifique en sciences sociales et humaines*, L'harmathan, Paris, 324p.
- Wisoma, G. P. (2025). Microfinance et financement des pauvres en RD Congo : Cas de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Agro-Pastorale Le Grenier. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 8(2).
- Zeller, M., & Sharma, M. (1998). *Rural finance and poverty alleviation*. Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press.